

<https://levenissian.fr/Le-manifeste-du-parti-communiste-du-21eme-siecle-adopte-par-les-communistes-de>



38e congrès du PCF

Le manifeste du parti communiste du 21e siècle adopté par les communistes de Vénissieux !

- S'organiserâ€¦ - 38e congrès du PCF, Novembre 2018 -
Date de mise en ligne : dimanche 11 novembre 2018

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Voici le détail des amendements adoptés par la conférence de section de Vénissieux les 9 et 10 novembre dernier. 47 amendements ont été discutés, 31 sont transmis à la conférence fédérale dont 27 adoptés par la conférence de section.

Un amendement riche précisant nos objectifs pour les grands services publics n'a pas été retenu sous forme d'amendements, mais la conférence propose qu'il soit intégré dans une annexe au manifeste contenant nos principaux objectifs sous forme d'un « programme » de rupture faisant le lien entre les revendications et les objectifs politiques à porter pour engager un vrai changement de société.

Deux vœux ont été adoptés et sont publiés sur le site

Chaque amendement et vœu est disponible en fichier attaché joint.

[<https://levenissian.fr/sites/levenissian.fr/local/cache-vignettes/L122xH126/10000000000009100000095035e36bcaa28e7952-3e7cf.jpg>]

Parti communiste français âEuros" 38e congrès

Section de Vénissieux

15e conférence de section, 9 et 10 Novembre 2018

Préambule

Page 3

- Le titre est modifié ainsi : Â« Manifeste pour un parti communiste du 21e siècle Â »
- Rajouter les 2 paragraphes suivants en tout début de texte :

Les délégués réunis en congrès extraordinaire du Parti Communiste Français tenu à Ivry du 23 au 25 novembre 2018 se sont rassemblés en adoptant le texte ci-après intitulé : Â« *Manifeste pour un parti communiste du 21e siècle* Â »

Notre 38e congrès est vital.

- Les 3 paragraphes ci-dessous remplacent les lignes 2 à 7

En juin 2017, les communistes décidaient, à l'issue des élections présidentielle et législatives, de convoquer un congrès extraordinaire. Après un débat démocratique très riche le texte alternatif Â« Pour un manifeste du Parti Communiste du 21e siècle Â » était choisi par les adhérents comme base commune de discussion.

Pour la 1re fois le texte proposé par la direction nationale sortante n'était pas retenu. Cette situation inédite et extraordinaire démontre que les communistes ont fait preuve d'une grande maturité politique et d'un grand sens des responsabilités. Loin de mettre notre parti à feu et à sang, ils ont renforcé leur unité et respecté le cap politique choisi tout en l'enrichissant de leurs amendements.

Le congrès a décidé d'une réorientation politique devenue incontournable du fait de notre effacement progressif et de notre perte de visibilité nationale qui sont au coeur des préoccupations des communistes. Avec l'adoption du *Manifeste* et les décisions du congrès, il est possible de dépasser cette situation et de créer un nouvel essor de notre parti. Les communistes disposent pour cela d'une orientation claire, des outils nécessaires pour la faire vivre et pour reconquérir l'influence de notre parti et reconstruire une organisation révolutionnaire de notre temps.

Le manifeste du parti communiste du 21e siècle adopté par les communistes de Vénissieux !

Lignes 8 à 38 sans changement

- Ligne 39 remplacer la phrase : « Leur absence jusqu'à antisémites. » par :

Leur présence et celle des idées communistes dans le champ politique sont des obstacles efficaces à toutes les récupérations nationalistes, populistes, xénophobes, racistes ou antisémites.

Page 4

- Lignes 1 à 7 sans changement
- Lignes 8 à 30 remplacer par le texte ci-joint :

Le bilan stratégique et organisationnel était impératif. Il a permis un débat sans tabou, la décision audacieuse d'une réorientation politique et des changements que les communistes, nombreuses et nombreux pensaient nécessaires pour la prise d'initiative à tous les niveaux par celles et ceux qui aspirent à changer l'ordre existant et pour construire une unité réelle et agissante des communistes.

Le Manifeste adopté par le congrès a décidé de mettre un terme à l'effacement du parti et de ses idées, à la pratique du coup par coup dans une stratégie illisible et au manque d'ambition et d'incarnation. Il a fait le choix de construire un renouvellement politique profond de notre organisation, à même de renforcer notre influence et notre place au sein d'un rassemblement efficace pour notre peuple.

Le congrès a adopté des choix clairs qui sont autant d'éléments de réponse précis aux questions centrales pointées tout au long du débat préparatoire au congrès, en les conjuguant à l'ambition d'un nouvel internationalisme :

Page 5

- La ligne 1 est modifiée ainsi :

En répondant clairement à ces questions, le congrès affirme sa volonté de sortir le PCF de la spirale de l'effacement et de l'affaiblissement.

- Les lignes 2 et 3 deviennent :

Il partage la conviction qu'il ne peut y avoir d'euros jusqu'à la fin sans changement.

- Les lignes 4 à 6 deviennent :

Il partage la nécessité d'un renouvellement d'euros. Le reste sans changement.

- Ligne 7 sans changement
- Supprimer les lignes 8 à 10

- Lignes 11 à 13 modifiées ainsi :

Le *Manifeste* adopté par le congrès est mis à la disposition de toutes et de tous les communistes pour permettre le développement d'actions transformatrices ambitieuses de notre parti au lieu de la paralysie liée à la recherche de faux équilibres.

- Lignes 14 à 17 modifiées ainsi :

Le congrès appelle les communistes, les militantes et les militants à s'en saisir pour mettre en oeuvre la réorientation qu'il a décidé en recherchant l'unité indispensable à la mise en mouvement du plus grand nombre pour redonner à notre parti sa pleine capacité d'action à travers une perspective politique et stratégique claire.

- Ligne 18 sans changement

1. Un bilan critique

Page 6

- avant la ligne 4

Il ne s'agit pas de se flageller mais de comprendre pourquoi nos décisions ne nous ont pas permis de sortir de la spirale de l'affaiblissement et de construire une alternative révolutionnaire.

A la fin des années 90, nous avons affronté la disparition de l'URSS. Le doute sur le communisme s'est installé, semblant consacrer un triomphe définitif du capitalisme.

- Reprendre là les lignes 6 à 13 de la page 7, de *« Les enseignements de cette tentative »* à *« repérage de classe du parti dans la société »* et les supprimer en fin de paragraphe.
- Puis enchaîner sur la modif suivante :

Durant toutes ces années, face à la crise politique, démocratique et culturelle, les communistes n'ont pas ménagé leurs efforts pour rassembler contre le capitalisme, faire vivre leur organisation . Il est très positif que notre parti, bien que très affaibli, existe toujours et ne soit pas divisé en de multiples groupuscules comme cela a pu se passer dans d'autres grands partis communistes. Ce qui se passe pour d'autres partis montre qu'il n'y a pas de fatalité dans la disparition des partis communistes en Europe. Le PCF, non seulement existe toujours, mais les communistes français ont toujours refusé qu'il change de nom, et malgré les importants revers, il conserve une représentation nationale, des élus locaux appréciés, des militants actifs .

Mais force est de constater que notre déclin n'est pas enrayé . Malgré les échecs importants, nous avons confiance en notre capacité collective de tirer les leçons de notre bilan pour aborder l'avenir rassemblé, déterminé et confiant.

Reprendre ligne5

Page 7

- supprimer les lignes 1 à 13 qui ont été reprises en début de paragraphe.

2. Relever les défis de la crise

Sous-chapitre 2.1 "Rassembler pour une issue à la crise"

- Page 7

Entre les lignes 18 et 19, insérer le nouveau paragraphe suivant :

Elle exprime des contradictions de plus en plus insurmontables. Les réponses capitalistes minent désormais les bases même de la civilisation, provoquant des destructions terribles. Elles nous mettent au défi de réponses vers une nouvelle civilisation de toute l'humanité. Cela exige de révolutionner les rapports sociaux capitalistes de production, de consommation et de répartition, nos relations avec la nature, dominés par l'idéologie néolibérale et l'obsession de la rentabilité. Cela exige de s'attaquer, indissociablement, aux rapports d'exploitation et aux rapports de domination sexistes, racistes, patriarcales, de génération. C'est la base du rassemblement que nous voulons.

Page 8

- Ligne 4 : soumettre les formations *jusqu'à l'éducation nationale* à leurs exigences de rentabilité.
- Ligne 11 : l'humanité a aujourd'hui le pouvoir de menacer **sa propre existence** [\[1\]](#)
- Après la ligne 19 : créer un nouveau sous-chapitre : **2.2 Le défi écologique exige une véritable révolution**

: 2.2 Le défi écologique exige une véritable révolution

L'urgence écologique *et sociale* suscite des mobilisations nouvelles témoignant d'une prise de conscience qu'il nous faut contribuer à politiser avec l'apport de nos idées révolutionnaires, pour les renforcer et ouvrir une perspective.

Le capitalisme exploite l'humain et les ressources naturelles pour son profit égoïste. La nature devrait être un bien commun de l'humanité tout entière au lieu d'être marchandisée, voire parfois privatisée. Il est le principal responsable de la crise écologique et du réchauffement climatique. Il provoque pollutions, réfugiés climatiques, épuisement des terres, famines, difficulté d'accès à l'eau, guerres. Le sort de l'humanité et celui de la planète sont indissociables et la pollution n'a pas de frontières : comment protéger les écosystèmes, la biodiversité quand l'humain est en souffrance ?

Mais pour le capitalisme tout a un prix. Il marchandise la nature afin de répandre ses productions sur les marchés du monde entier et le carbone est une valeur cotée en Bourse.

Le capitalisme est anti-écologique. L'idée de « capitalisme vert » est une illusion : on ne peut répondre au défi écologique sans s'attaquer à la domination du capital, à ses pouvoirs, à ses règles, à ses critères, à la façon dont il imprègne notre culture et nos modes de vie. Par exemple, lorsque le GIEC annonce qu'il faudrait dépenser 2 400 milliards d'euros par an pendant 20 ans pour limiter le réchauffement climatique, il met en évidence un défi dont l'ampleur exige au fond une véritable révolution. »

- Rajouter un sous-chapitre **2.3 : Ménager nos lieux de vie en passant de l'état de compétition à celui de coopération.**

2.3 : Ménager nos lieux de vie en passant de l'état de compétition à celui de coopération.

Alors qu'ils devraient être le produit d'un dialogue maîtrisé et équilibré entre l'homme et la nature, nous faisons le constat des conséquences désastreuses de la transformation de nos territoires en supports inertes de productions marchandes, en « appuis techniques » aliénés au système capitaliste. Les métropoles devenant le symbole de l'accumulation du capital.

Ces conséquences désastreuses sont sociales (précarisation du logement et du travail, exclusion sociale, insécurité, déclassement et perte de repère), et spatiales (ségrégations, spéculation foncière, gentrification, privatisation de l'espace public, concentration géographique des biens et services, etc.).

Elles sont aussi environnementales (accroissement des risques sanitaires et environnementaux, perte de biodiversité, dégradation des patrimoines naturels et culturels, pertes d'aménités et de qualité de vie, etc.) et surtout économiques et politiques (agrobusiness mortifère pour les consommateurs, les paysans et la terre, concentration géographique des capitaux, privatisation des biens communs etc.).

Nous devons réaffirmer notre vision marxiste de la situation : le capitalisme, en épuisant la terre et le travailleur, a rompu de façon irréparable « l'interaction métabolique entre les êtres humains et la terre » et que ce problème exige « la restauration systématique » de cette relation nécessaire que l'agriculture à grande échelle et du commerce de longue distance ne fait qu'aggraver et étendre.

Il y a ainsi une impérative nécessité de concevoir et gérer collectivement le territoire comme un bien commun et la base concrète de production de nouvelles richesses soutenables basée sur une économie décarbonée et une réappropriation démocratique des outils/moyens de production.

Assumer ce préalable, c'est :

- Affirmer que le développement de nos territoires régionaux doit participer, de façon équilibrée, d'un même projet d'ensemble, ce qui nécessite la fin de l'hégémonie métropolitaine issue de logiques économiques capitalistiques mondialisées parfaitement insoutenables écologiquement et socialement ;
- Soutenir l'idée d'un pacte de coopération entre les villes et les campagnes, fondé un développement équilibré et solidaire, respectant les héritages culturels et naturels, la préservation des espaces naturels et agricoles, des mobilités décarbonées et la production de richesses économiques à partir des territoires locaux.
- Considérer que, pour cela, l'ensemble des savoirs locaux doit être mobilisé, pour mettre en oeuvre des politiques territoriales démocratiques et solidaires avec tous ceux qui y vivent et en vivent « Euros » habitants, entrepreneurs, élus, techniciens, etc.
- Permettre le ré ancrage de nos modes de production et de consommation, basés sur la sagesse environnementale et sur des habitants co-constructeurs de leur lieu de vie, et non plus sur ceux issus de la métropolisation, de la privatisation des villes et de l'hyper technicisation énergétivores et inégalitaires.
- Baser le développement urbain sur le droit à la ville pour tous et non plus un moyen essentiel de l'accumulation du capital et de production de plus-value. Cela passe par le libre accès aux transports en commun, la maîtrise publique du foncier et de l'énergie, la municipalisation de l'eau dans le cadre d'un service public national de l'eau avec nationalisation des grands groupes Veolia, Lyonnaise « », la

production de logement adaptée aux besoins des habitants, l'agriculture urbaine, des services publics de proximitéâEuros!

Sous-chapitre 2.3 "Face à la progression du racisme et de la xénophobie, des solidarités nouvelles se cherchent"

Page 9

- Ligne 5 : Rajouter après cette ligne, une nouvelle ligne entre les lignes 5 et 6, qui dit :

La solidarité avec les migrants doit se traduire par un accueil digne et sécurisé, et par une égalité des droits garantie.

Sous-chapitre 2.4 - Les luttes de la jeunesse sont symptomatiques

- ajouter entre les lignes 22 et 23

Dans cette société, ils ne trouvent plus d'idéal leur permettant de dépasser les aléas de la vie quotidienne dans l'engagement pour une cause, un projet d'émancipation.

- ajouter après la ligne 29

Mais la recherche d'un idéal peut les conduire à des dérives philosophiques ou religieuses qui mettent leur vie et le vivre ensemble en danger. Nous devons les aider en partageant une réflexion politique, une analyse logique et historique leur permettant de construire leur engagement dans un projet de société progressiste.

3. Le communisme de notre temps : idéal éthique, visée historique, chemin de lutte

Sous-chapitre. 3.1 Le communisme à l'ordre du jour

Page 10

- Lignes 40 à 45 : le paragraphe est réécrit ainsi : les parties en gras sont nouvelles

Un effort de réflexion et de renouvellement est en effet devant nous, de même qu'une bataille d'idées est à mener. Car l'idéal communiste, longtemps identifié au grand espoir soulevé dans le monde par la révolution soviétique et l'édification de l'URSS à partir d'une Russie arriérée, dans des conditions de guerre civile puis de guerre mondiale, **a été défiguré par la diabolisation du socialisme réel imposé par l'idéologie dominante du capitalisme mondialisé tentant d'imposer dans le domaine des idées la fin de l'histoire, s'appuyant malheureusement sur** de terribles dérives et trahisons du système soviétique et **par sa défaite** dans une crise profonde.

Sous-chapitre 3.2 "Un processus révolutionnaire"

Page 11

- Ligne 11 Rajouter un 3e point après la ligne 11 :

-*Le développement d'un plan de sécurité sociale véritablement complet (santé et perte d'autonomie, retraite, famille, logement) visant un développement humain nouveau pour une efficacité sociale nouvelle.

- Ligne 13 : Rajouter entre : «ceux de l'Etat et Cela signifie», le texte :

Les néolibéraux cherchent à faire de l'État et des institutions publiques à tous les niveaux, du local au mondial, un pur instrument au service de la rentabilisation du capital et de rapports impérialistes. Nous voulons au contraire mettre le pouvoir d'État au service du développement des capacités créatives et d'intervention de chacune et chacun. Il doit appuyer le mouvement populaire dans la conquête de pouvoirs nouveaux sur les entreprises, les banques et les services publics.

Page 11

- Lignes 27 supprimer «marché du travail»

Travail, emploi, salaires, services publics,

- Lignes 27 à 30 Rajouter ligne 27 la partie surlignée en gras

Travail, Emploi, salaire, sécurité sociale (santé et perte d'autonomie, retraite, famille, logement), services publics, biens communs et développement humain, rôle de l'entreprise et de la production, pouvoirs, institutions politiques, finance et mondialisation : tels sont les chantiers du communisme que nous devons investir immédiatement.

- Lignes 44 à 45 supprimer la référence au besoin de «souplesse»

comme sur la nécessité pour la société d'élever le niveau de formation et de qualification pour répondre **aux besoins d'émancipation**, nous voulons avancer

- Lignes 49 à 50 supprimer la référence au besoin de «souplesse»

tout en répondant au besoin [\[2\]](#) de la production moderne.

- Ligne 54 : Rajouter la partie surlignée en gras, après d'une protection sociale

dédiée à la sécurisation des parcours de vie, (santé et perte d'autonomie, situation de handicap, retraite, famille, logement) de la petite enfance au grand âge, efficace parce que financée à partir des richesses créées dans les entreprises.

Page 12

- Ligne 46 à 49 supprimé et remplacé par le nouveau paragraphe ci-dessous situé page 13, entre les lignes 7 et 8.

Les relocalisations industrielles **et tertiaires** : un nouveau mode de développement au coeur de notre bataille pour l'emploi

Le mythe de la société post-industrielle et la financiarisation de l'économie ont été les accélérateurs de la crise industrielle. Or c'est le seul secteur à générer 3 à 4 emplois induits pour chaque emploi industriel. Il concentre 80 % des investissements privés de Recherche et Développement. Nous voulons faire de la question des relocalisations industrielles une campagne politique permanente. C'est un enjeu structurant, un enjeu de souveraineté nationale, un enjeu pour l'emploi et pour la transition écologique. C'est un levier essentiel pour désintoxiquer notre société de la finance et du court-termisme capitaliste qui détruit nos emplois et notre écosystème. Notre lutte pour l'industrie et le développement de l'emploi converge avec celle des circuits courts, pour réduire pollutions et réchauffement climatique. Elle suppose une nouvelle politique industrielle et de services de nature à répondre aux besoins humains avec un nouveau mode développement.

- Lignes 1 à 5 : Le paragraphe est modifié du fait qu'une partie est traitée plus haut. Le paragraphe devient :

Un plan d'urgence contre le réchauffement climatique exige des investissements publics massifs dans les transports en commun, la limitation stricte du transport marchandise sur route et la reconstruction du fret ferroviaire, une nouvelle expansion de services publics, d'entreprises publiques acteurs de ce défi, faisant reculer les exigences de la finance et des actionnaires.

- Lignes 18 à 29 : le paragraphe est réécrit ainsi : (En gras les parties rajoutées et modifiées)

Les politiques publiques doivent promouvoir et permettre, avec de réels moyens, l'intervention directe des citoyennes et des citoyens. Le rôle des salarié·e·s dans l'entreprise et des populations concernées doit prédominer, au lieu du monopole du capital et de ses représentants. Cet enjeu est au coeur de la lutte de classes d'aujourd'hui. Il s'agit de transformer les gestions d'entreprises pour leur faire assumer un but d'efficacité sociale, territoriale et écologique.

Cela suppose la création de nouveaux pouvoirs, comme celui du pilotage décentralisé du système de santé et de sécurité sociale, un essor considérable des libertés et la conquête d'une égalité effective, en faisant en sorte que chacun dispose des moyens nécessaires à son accomplissement.

Cela suppose aussi la défense des conquêtes démocratiques de la révolution française et notamment de la place des communes comme premiers lieux de construction de la citoyenneté, remettant en cause la construction technocratique de métropoles de la concurrence pour reconstruire des cadres élargis de coopération intercommunale.

Cela suppose enfin, la présence de l'état partout dans des départements à réinventer pour assurer les droits et les devoirs d'une république une et indivisible.

Il faut donc de nouvelles institutions permettant l'intervention populaire à tous les niveaux (de la commune et des départements à l'État) pour une nouvelle République allant de pair avec une nouvelle construction européenne, reconnaissant la pleine souveraineté des peuples

4. Un nouvel internationalisme pour relever le défi de la mondialisation capitaliste

Sous chapitre. 4.1 "Euros" De profonds changements du monde

- Lignes 37 à 43 le paragraphe est réécrit ainsi : en gras les parties modifiées ou rajoutées

Après la chute du mur de Berlin et de l'URSS, avoir cru qu'il suffisait d'affirmer l'histoire propre du communisme français

pour se dégager des conséquences de cet échec était une erreur : un bilan communiste de ce qu'a représenté l'**'expérience soviétique et sa défaite'** est indispensable pour sortir de la diabolisation construite contre nous par les porte-voix du capital et poursuivre avec ténacité le développement de notre projet original autogestionnaire vers un communisme de notre temps.

Sous-chapitre. 4.2 - Affrontement généralisé ou coopération et paix ?

Page 15

- après la ligne 20, ajouter

Le monde actuel est dominé par une culture de guerre entretenue par les crises économiques, engloutissant des sommes énormes spoliées aux besoins vitaux et échappant à la régulation de l'ONU

Le passage à la culture de paix avec le règlement des conflits par la négociation, la création d'institutions pacifistes d'état, une éducation à la paix pour tous, la réforme démocratique de l'ONU permettrait d'assurer la sécurité de la planète et l'utilisation des richesses à usages civils pour répondre aux besoins vitaux et sociaux des populations..

Sous-chapitre. 4.3 " Une autre construction européenne

Page 15

- Ligne 23 et 24 . Enlever la liste des pays et ajouter

S'appuyant sur les forces de progrès, cette alliance rechercherait tout particulièrement une émancipation commune du capital financier, du dollar, des autoritarismes et du militarisme pour des libertés nouvelles et un développement commun des peuples. Nous ne confondons pas les peuples et les Etats avec les dirigeants ou les régimes actuellement en place.

Sous-chapitre. 4.3 " Une autre construction européenne

Pages 15

- Les lignes 54 et 55 sont supprimées

Page 16

- Lignes 1 à 48 : le texte est réécrit ainsi :

Mais comment construire une rupture politique en France dans le cadre de traités établis pour la mondialisation capitaliste ? Comment construire une rupture politique dans une Europe écartelée entre les fédéralistes de la mondialisation atlantiste et les populistes des replis nationalistes ?

Un choix a prévalu depuis plusieurs congrès : transformer radicalement l'Union Européenne avec des propositions alternatives ; il s'est agi de se situer sur le terrain européen et de se saisir de l'aspiration à une construction européenne, tout en considérant que le terrain national est fondamental et que ce sont bien les exigences du capital qui modèlent la construction européenne.

De fait, la position du PCF a profondément évolué durant les années 90 et depuis. Mais ces choix ont été faits sans un débat suffisamment large, et la bataille tenace qu'ils appelaient n'a pas été véritablement menée.

Pourtant, l'actualité en fait chaque jour la démonstration, la responsabilité des pays européens est devenue considérable pour une véritable coopération mondiale de codéveloppement avec les pays pauvres, les émergents et pour la paix.

C'est justement pourquoi nous refusons de céder aux sirènes du fédéralisme. Nous combattons la fuite en avant dans l'intégration renforcée sous la houlette du duo Merkel-Macron. Nous refusons une Europe forteresse. Une autre construction européenne est nécessaire, face à l'agressivité de l'impérial-libéralisme des États-Unis, pour relever des défis colossaux : le chômage, la concurrence exacerbée, la dictature du dollar et de la finance mondiale, le réchauffement climatique, le recul de la biodiversité, les migrations de survie massives, les fractures sociales et territoriales, la paix en Europe ! C'est indispensable pour contrecarrer les pertes de souveraineté effectives engendrées par la mondialisation capitaliste, promouvoir les nations de façon ouverte dans l'égalité et le respect de leur diversité.

Un important travail d'analyse pour reconstruire la cohérence de notre position internationaliste en Europe est donc nécessaire ; sur la nature de la construction européenne ; sur les conditions nécessaires pour transformer ses institutions ou reconstruire de nouveaux cadres de coopérations ; sur les conditions pour chaque nation permettant de respecter sa souveraineté populaire ; sur la possibilité ou non de désobéir aux traités sans sortir de l'Union européenne, sur l'enjeu de coopérations internationales sortant des accords mondiaux des institutions européennes existantes.

Ce travail théorique et politique nécessaire ne peut être traité dans un seul congrès. Mais nous devons affirmer avec force nos objectifs politiques, notamment dans le cadre des prochaines élections européennes, et demander comme notre candidat Ian Brossat de rompre avec les traités européens, interdire les délocalisations, mettre un terme à la concurrence entre les travailleurs !

C'est dans le mouvement social, en portant la colère du monde du travail, la critique des stratégies des multinationales, les nôtres et celles des autres pays, la critique des directives européennes que nous pourrons construire de grandes batailles populaires permettant à la fois de porter la colère et de remporter des victoires.

Nous ne plongerons pas dans le piège qui nous est tendu. Nous ne céderons pas à la tentation de replis dans le combat d'idées, repli sur un combat politique 'nationalisé' sous-entendant qu'il suffirait de régler les choses 'entre nous' avec 'notre' patronat français, ou repli autour d'une perspective européenne fantasmée, les deux occultent d'un revers de main tout projet émancipateur et son adversaire : la domination du capital.

Le manifeste du parti communiste du 21e siècle adopté par les communistes de Vénissieux !

Battons-nous, en France, en Europe, avec les forces progressistes, avec les partis communistes :

- Pour porter la perspective d'un développement des services publics à la hauteur des défis de notre siècle dans tous les pays d'Europe. Ce qui suppose de mobiliser la monnaie au service de l'emploi, des services et biens publics et de la protection sociale, et donc pour un autre rôle de la BCE ;
- Pour un Fonds européen, comme les budgets nationaux, renforcé par une lutte sérieuse contre l'évasion fiscale et une taxe sur les transactions financières conséquente.
- Pour relever le défi du réchauffement climatique par une « Politique de l'Energie Commune » respectant des situations nationales diverses, qui soit puissamment contributrice à la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre permettant l'accès à l'énergie pour tous et de lutter contre la pauvreté énergétique.
- Pour affirmer les droits des salariés contre la concurrence destructrice, pour le droit du travail qui doit être protecteur, les salaires qui doivent être tirés vers le haut et encadrés par un salaire minimum calculé dans chaque pays de l'UE.
- Pour une transformation de la PAC en Politique Agricole et Alimentaire Commune (PAAC), pour la souveraineté alimentaire et la transition écologique de l'agriculture avec des mesures structurelles (garantie des prix d'achat et de revenus pour les actifs agricoles, une stratégie assumée de montée en gamme, le développement de nos productions sous signes officiels de qualité et d'origine) ==
- Pour d'autres traités permettant des coopérations solidaires entre nations égales et peuples souverains, contre la militarisation du bloc européen accélérant la course folle vers des conflits majeurs.

Nous voulons changer l'Europe pour une autre mondialisation

5. Pour une nouvelle stratégie de rassemblement et d'unité populaire

Sous-chapitre 5.3 "Euros" Etre présents avec nos propres candidats à toutes les élections

Page 18,

- Après la ligne 39 Rajouter le paragraphe complet ci-après :

Les élections locales et régionales sont des élections de listes qui doivent permettre à notre parti de démontrer ses capacités de rassemblement. Notre stratégie ne peut être à géométrie variable, et les prochaines échéances de 2020 notamment seront des batailles de politique nationale contre la restructuration forcée de nos institutions accélérées par Macron.

C'est pourquoi nous proposerons partout des listes de large rassemblement des forces progressistes, refusant les alliances d'appareils pour des places déconnectées du contenu politique. Au contraire, nous mettons au coeur des alliances électorales le rassemblement populaire autour du projet politique construit avec les citoyens et portant partout nos exigences contre l'austérité, pour le respect des communes, des départements et des régions et contre la casse des institutions républicaines, pour la défense du service public, du logement public, des moyens du droit commun assurant le développement social de tous les quartiers dans l'école, la santé, l'insertion, l'emploi et la formation professionnelle.

Nous pensons que 2020 doit être une étape de la reconquête de nos villes et de nos appuis dans les institutions de toute la France.

6. Pour un Parti communiste utile, agissant, audacieux et novateur, internationaliste et révolutionnaire

Page 20

- Ligne 29 Après « Euros » qui devrait être la nôtre », insérer

« afin de promouvoir la capacité d'intervention autonome du peuple. »

Page 21

- Ligne 55 Ajouter :

Cela demande à la fois un effort organisationnel et d'élaboration politique.

Le détail des votes

- préambule : 1 abstention, 52 pour
- partie 1:unanimité 53 pour
- partie 2 : unanimité, 53 pour
- partie 3 ; unanimité, 57 pour
- partie 4 ; unanimité, 57 pour
- partie 5 ; 1 contre, 56 pour
- partie 6 ; unanimité, 57 pour

texte global amendé : unanimité, 57 pour

[1] supprimer : « sa niche écologique : la planète », beaucoup de camarades ne comprennent pas cette formule

[2] supprimerici « de souplesse, de progrès et d'adaptabilité »